

Si la Bolivie a pu, pourquoi pas le Guatemala ? Gauches sociales et politiques dans deux pays à majorité indigène¹

Bernard Duterme²

« Si la Bolivie a pu, pourquoi pas le Guatemala ? » Il s'agira moins ici de dresser ou d'instruire une comparaison exhaustive entre deux pays latino-américains à majorité indigène que d'avancer quelques éléments-clés de réponse à une question récurrente ces dernières années chez les observateurs pressés ou les sympathisants pressants du « virage à gauche » que l'Amérique latine a entamé au tournant des années 2000 (*Alternatives Sud*, 2005). La question, c'est bien celle-là : si un important mouvement populaire a pu porter au pouvoir un leader indigène pour « décoloniser » l'Etat bolivien – quelles que soient les vicissitudes qui peuvent affecter ce projet –, pourquoi le Guatemala n'a-t-il pas connu le même processus ?

Dit autrement : pourquoi n'a pas encore émergé dans un pays comme le Guatemala « une expression politique autonome », fédératrice des revendications sociales et culturelles de ses populations indigènes ? Et plus précisément, pourquoi un mouvement antinolibéral d'envergure nationale ou, sur le mode spécifique de la Bolivie, un « nationalisme populaire indianisé » (*Alternatives Sud*, 2009) ne s'est-il pas développé au Guatemala ?

D'apparence ingénue ou symptomatique des espoirs de la gauche militante européenne, cette question, cette « impatience » se fonde à la fois sur quelques grands traits structurels qui tendent à rapprocher les deux pays, et sur la perception que l'on a de ce côté-ci de l'Atlantique des dynamiques d'émancipation indigène à l'œuvre sur tout le continent latino depuis une trentaine d'années. Dynamiques indigènes continentales dont on a tendance à attendre confusément les mêmes traductions, les mêmes applications, dénouements ou aboutissements nationaux.

Similitudes Bolivie - Guatemala

En termes très généraux, les données structurels de la Bolivie et du Guatemala présentent effectivement un certain nombre de similitudes. De toute l'Amérique latine et Caraïbes (excepté Haïti), ces deux pays occupent de facto les positions les plus basses sur l'Indice de développement humain du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) et comptent parmi les sociétés les plus inégalitaires au monde, avec des coefficients de Gini d'environ 0,56 (pour 0,29 en Europe et 0,37 aux Etats-Unis)³. La Bolivie et le Guatemala figurent également en tête des régions les plus « indigènes » du

¹. Exposé tenu lors du « Colloque international et transdisciplinaire : Les massacres de masse au Guatemala - formes et séquelles d'une violence organisée (1960-2009) », Paris, Palais du Luxembourg, samedi 14 novembre 2009 de 9h à 18h. Organisé par l'Association Aircrige, France Amérique Latine (Paris), l'Equipe Lettres et Histoire de l'Université de Paris VIII, le Laboratoire GERHICO (Université de Poitiers) et le Réseau européen des Comités Oscar Romero.

². Sociologue, directeur du CETRI (Centre tricontinental, www.cetri.be), Louvain-la-Neuve.

³. Le coefficient de Gini varie de 0 (égalité parfaite) à 1 (inégalité extrême, une seule personne possédant la totalité des revenus).

continent, la proportion de population « originaire » y atteignant respectivement 71% et 66%, d'après un recensement du Pnud de 2004.

Certes controversés⁴, ces chiffres restent toutefois indicateurs, pour le moins, de la présence sociologique dans les deux situations nationales de « majorités minorisées ». Car dans les Andes comme en Amérique centrale, racisme et discriminations en tous genres sont inscrits dans les structures sociales depuis des lustres. Dans les deux cas, tendent à prévaloir de véritables « apartheid de fait ».

Deuxième ressort du rapprochement de la Bolivie et du Guatemala dans l'imaginaire occidental favorable au « virage à gauche » de l'Amérique latine : « la grande révolte indienne » (Le Bot, 2009), l'émergence de mouvements indigènes affirmatifs, des Mapuches chiliens aux Mayas mexicains et guatémaltèques, en passant notamment par les Quechuas et les Aymaras andins ! Le contexte de cette lame de fond « indianiste », c'est le double processus de libéralisation politique et économique qu'a entamé le continent dans les années septante ou quatre-vingt, au sortir donc des dictatures militaires, au terme de l'érosion, du délitement préalable des systèmes « nationaux-populaires » et du reflux des acteurs sociaux collectifs qui leur correspondaient.

En dépit d'un bilan désastreux sur le plan social (démantèlement des Etats, croissances des inégalités...) et politique (désillusion démocratique, délégitimation des acteurs traditionnels...), ce double processus a aussi – paradoxalement – créé des espaces, ouvert la voie à une certaine effervescence sociale dispersée, et notamment à l'émergence progressive de mouvements indigènes protestataires. Des mouvements caractérisés à l'échelle latino par leurs tentatives – passablement originales mais fragiles – de conjuguer, d'articuler, de concilier des identités sociales et culturelles multiples, des registres d'action, des formes d'organisation, des niveaux de revendications, des aspirations... souvent antagoniques dans l'histoire des luttes. A savoir, essentiellement, le double agenda de la « redistribution sociale » et de la « reconnaissance culturelle » (Fraser, 2003).

Le plus souvent, cette combinaison s'est opérée à partir d'ancrages locaux « territorialisés », de mobilisation pour la récupération de ressources naturelles, pour l'exercice d'une souveraineté, etc. Selon les endroits, des modes différenciés ou mélangés de « passage au politique » ont prévalu, donnant le plus souvent priorité au changement par le bas, mais articulant dans d'autres circonstances changement par le bas et par le haut, perspective autogestionnaire et conquête du pouvoir national. Dans le meilleur des cas, ces mouvements d'affirmation culturelle, sociale et politique ont ainsi pu apparaître comme les composantes principales d'une vague inédite, qualifiée à la fois d'« identitaire », de « révolutionnaire » et de « démocratique ».

Plus précisément, la Bolivie et le Guatemala ont connu l'une et l'autre, dans la foulée de ces processus concomitants de libéralisation politique et économique, la mise en place de mécanismes et d'espaces décentralisés de participation, d'exercice du pouvoir local et régional. Il s'agit là certes d'espaces ambivalents parfaitement en phase avec la généralisation des politiques néolibérales à l'échelon national, mais qui dans le même temps ont pu être ou sont de facto investis, appropriés, instrumentalisés, selon des modalités et avec des fortunes diverses, par les organisations indigènes locales et régionales, boliviennes ou guatémaltèques.

⁴. On sait à quel point ces identités autochtones peuvent être optionnelles, évolutives, hybrides, variables et réinventées (Duterme, 2008).

Derniers éléments, plus sommaires, qui favorisent le rapprochement entre Bolivie et Guatemala dans une lecture grossière de l'actualité latino : d'une part, l'existence, la visibilité dans les deux contextes, de deux figures indigènes reconnues internationalement (Rigoberta Menchu, maya guatémaltèque prix Nobel de la paix en 1992 et Evo Morales, syndicaliste *cocalero* aymara, élu en 2006 et réélu en 2009 président de la Bolivie) ; d'autre part, des opinions publiques en attente de nouvelles figures et, plus précisément, d'un leader indigène en rupture avec les politiques traditionnels. Si cette attente a été rencontrée à La Paz en 2006, un sondage de *Vox latina* organisé la même année au Guatemala établissait que plus de 70% des Guatémaltèques seraient prêts à appuyer ce type de candidat présidentiel...

Dissimilitudes Bolivie – Guatemala

Pour autant, en dépit donc de ces multiples facteurs de rapprochement et au-delà des espoirs nourris d'images trop superficielles, force est de constater que les scènes sociopolitiques boliviennes et guatémaltèques actuelles renvoient à des réalités bien différentes. Les processus en cours tendraient même à s'opposer. Pour preuve : alors qu'au Guatemala, on peut globalement diagnostiquer la faiblesse et la dispersion de la gauche politique, un certain bouillonnement indigène pluriel et éparpillé et une absence d'articulation d'envergure entre les deux, le panorama est tout autre en Bolivie.

L'agglomération progressive de mouvements indigènes, paysans et urbains sur une plateforme nationale, populaire et identitaire – à la fois expression de l'insatisfaction sociale et volonté de réappropriation des ressources naturelles – y a mené à l'articulation de ces acteurs autour de l'« Instrument politique pour la souveraineté des peuples – Mouvement vers le socialisme (MAS) » qui a porté Evo Morales au pouvoir. Là, le MAS a pu faire prévaloir son propre agenda. Plutôt qu'un anticapitalisme radical (au déplaisir de la gauche marxiste), qu'un indianisme fondamentaliste (au déplaisir des tendances culturalistes) ou qu'un multiculturalisme soft (au déplaisir des élites néolibérales des années 1990), la synthèse opérée à ce jour s'apparente davantage à un « néopopulisme nationaliste ethnicisé » (*Alternatives Sud*, 2009).

La différence entre les deux situations nationales, guatémaltèque et bolivienne, étant telle – alors qu'à première vue, tant d'éléments semblaient les rapprocher –, où situer dès lors l'origine de pareils aboutissements ? On peut bien sûr invoquer d'évidentes données structurelles (10 fois plus petit que la Bolivie, le Guatemala est légèrement plus peuplé et compte quelque 23 ethnies et dialectes différents pour 2 groupes et langues dominants en Bolivie), des faits historiques lointains (si la conquête espagnole a coïncidé avec l'apogée de l'empire inca dans les Andes, au Guatemala, l'empire maya s'était déjà effondré depuis longtemps) ou encore des indicateurs sociaux significatifs (le taux de scolarisation dans le secondaire dépasse les 65% en Bolivie et n'atteint pas les 30% au Guatemala), mais c'est surtout l'histoire de la 2^e moitié du 20^e siècle qui donne les clés.

En effet, si les deux pays vont connaître à la même période une « révolution nationaliste » (Révolution d'octobre d'Arevalo et Arbenz au Guatemala, 1944-54 ; Révolution du MNR de Paz Estenssoro en Bolivie, 1952-64) qui correspondra aussi à une tentative de modernisation capitaliste avec accent sur la réforme agraire, ce processus sera renversé au Guatemala par les militaires (et les Etats-Unis), contrairement donc à la Bolivie (alliance MNR et militaires) où l'on parviendra à consolider un capitalisme d'Etat, basé notamment sur un secteur minier nationalisé.

La différence est de taille. Malgré la répression, la Bolivie a pu compter ces dernières décennies sur un important mouvement ouvrier (COB) dans les mines d'argent et d'étain, auquel a succédé le protagonisme d'un paysannat chaque fois plus conscient de son identité indigène (au sein d'organisations comme la CSUTCB - Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie). Plus récemment, ces traditions de lutte ont été réactualisées dans les mobilisations contre l'éradication de la coca (ressource naturelle vitale sans équivalent au Guatemala), contre la privatisation de l'eau et pour la nationalisation des hydrocarbures.

Certes la scène sociale n'est pas vide d'acteurs au Guatemala, mais les atrocités de la répression et l'impunité du pouvoir dès 1955 jusqu'à aujourd'hui, la guerre, la militarisation des mouvements populaires, les massacres de masse et les « actes de génocide » ont joué un rôle dévastateur... en cassant notamment le mouvement d'émancipation indienne à l'œuvre dans les communautés rurales dès les années 1970. En résulte aujourd'hui un rapport toujours problématique entre un monde indigène mobilisé localement mais dispersé sociologiquement et politiquement, perclus de clivages de tout type, et une gauche politique pratiquement invisible, divisée, toujours majoritairement *ladina*, intellectuelle et urbaine, bien que moins strictement « classiste » qu'hier⁵.

Parmi les multiples clivages qui fragmentent le monde indigène guatémaltèque, il y en a des sociaux, qui font par exemple qu'une partie de celui-ci, à tradition commerçante, s'est trouvée moins désarmée que les pauvres en Bolivie à partir de l'ouverture des marchés en 1985, notamment dans la région de Xela, San Francisco el Alto, etc. Si le secteur informel est bien sûr très important, la reconversion de pauvres en « petits commerçants exportateurs » de légumes et de fleurs (à Chimaltenango et ailleurs) n'est pas sans impact sur les dynamiques sociales.

S'ajoutent aux différenciations sociales, les complexes clivages politiques, en partie hérités des années de guerre, qui font des régions indigènes guatémaltèques un véritable patchwork d'identités et de ralliements hétéronomes. Réalités paradoxales parmi d'autres, les membres des ex-PAC (Patrouilles d'autodéfense civile créées par l'armée en 1981 comme instruments populaires contre-insurrectionnels) sont toujours présents dans la vie sociale et le FRG (parti politique de l'ex-dictateur Rios Montt), plutôt en reflux lors des dernières élections, dirigeaient plus d'un tiers des municipalités entre 2003 et 2007 !

Le destin actuel des « potentiels leaders nationaux indigènes » guatémaltèques est, lui aussi, plein de ces fractures et enchevêtrements. Pour la plupart happés par le haut (par la capitale, l'international, les institutions, les programmes interculturels, la participation à différents gouvernements de droite...), Rigoberta Menchu, Demetrio Cojti, Rigoberto Quemé Chay, Otilia Lux de Coti, etc. ont alimenté eux-mêmes tantôt leur indéfinition politique ou leur manque d'ancrage social, tantôt la méfiance de secteurs indigènes à leur égard.

La candidature aux élections présidentielles de 2007 de Rigoberta Menchu, prix Nobel de la Paix et ancienne membre du CUC (Comité d'union paysanne), avec un ancien président du CACIF (patronat guatémaltèque) comme candidat à la vice-présidence, et leur résultat – 3% des votes – sont ainsi tout à fait emblématiques de ce qui pourrait paraître

⁵ L'URNG, l'ancienne guérilla convertie en parti politique après la signature des accords de paix de 1996, a recueilli quelque 2% des voix lors des dernières élections présidentielles (2007). Elle n'en reste pas moins la seule option politique actuelle à revendiquer ouvertement les indispensables réformes agraire et fiscale dont le Guatemala a besoin.

incompréhensible à l'observateur non averti, mais qui situe l'importance de la différence avec la situation en Bolivie. Tout autant d'ailleurs que la victoire du « non » au référendum de 1999 sur les réformes constitutionnelles à apporter en application des accords de paix sur l'identité et les droits indigènes. Référendum national crucial qui avait enregistré un taux d'abstention de plus de 80%...

On l'aura compris, si la Bolivie et le Guatemala partagent bien à première vue un certain nombre de caractéristiques communes qui poussent à se demander pourquoi les dynamiques sociopolitiques en cours dans le premier pays ne pourraient pas se répéter dans le second, l'histoire particulière de ces dernières décennies dans chacune des deux situations accouche aujourd'hui de configurations et de rapports de forces pratiquement aux antipodes les uns des autres. Cela étant, le futur peut toujours surprendre, au Guatemala comme en Bolivie.

Bibliographie sommaire

- Alternatives Sud (2005), *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, Vol. XII, n°2, Louvain-la-Neuve - Paris, CETRI-Syllepse.

- Alternatives Sud (2009), *La Bolivie d'Evo : démocratique, indianiste et socialiste ?*, Vol. XVI, n°3, Louvain-la-Neuve - Paris, CETRI-Syllepse.

- Duterme Bernard (2008), « Mouvements indigènes en Amérique latine : entre rébellions et pouvoirs », in Bajoit G., Houtart F., Duterme B., *Amérique latine : à gauche toute ?*, Bruxelles, Couleur Livres.

- Falla Ricardo (2007), « Rigoberta Menchu : estrella fugaz en el cielo electoral ? », www.envio.org.ni.

- Fraser Nancy et al. (2003), *Redistribution or Recognition: a Philosophical Exchange*, New York, Verso.

- Hernandez Pico Juan (2006), « Puede ocurrir 'Evo Morales' en Guatemala ? », www.envio.org.ni.

- Le Bot Yvon (2009), *La grande révolte indienne*, Paris, Robert Laffont.

- Sandoval Miguel Angel, *De Iximché a Iximché – El recorrido reciente de las luchas indígenas*, Guatemala Ciudad, FetG Editores.

- Torres-Rivas Edelberto (2007), *Las Izquierdas, Rigoberta Menchu, la Historia*, Guatemala Ciudad, FetG Editores.